

InfoSolidaires

L'information syndicale mensuelle
de Solidaires Informatique
à Sopra Steria



mai 2023

numéro 153

SYNDICATS ET LUTTES SOCIALES

Les syndicats ont mauvaise presse, surtout dans nos entreprises de cadres. Pourtant...

Depuis plusieurs mois, c'est bien l'action des syndicats qui a permis d'organiser et de fédérer les mouvements légitimes de contestation des travailleur·se·s, qui voient leurs droits, leurs libertés individuelles, la protection de leur environnement social et écologique mis à mal, niés pour de vils intérêts financiers. Leur vie même leur est confisquée, avec la réforme des retraites passée aux forceps du 49.3.

Depuis le XIX^{ème} siècle, tous les droits sociaux, qui vous protègent contre les abus et la malveillance, l'avidité et la violence d'un patronat sans complexe ni limite, ont été acquis à l'issue des combats menés par celles et ceux qui produisent les richesses, emmené·e·s par les syndicats de « lutte ».

Congés payés, Sécurité sociale, CE, CHSCT, médecine du travail, 35 heures, repos hebdomadaire, heures supplémentaires... Tout, on leur doit tout ce qui nous protège. Mais ces syndicats ne peuvent agir qu'autant que VOUS leur en donnez les moyens et le mandat. Et les luttes dans la rue sont en lien direct avec les luttes dans l'entreprise. Le pouvoir des représentants des salarié·e·s, des OS, dépend de la représentativité et de l'audience des OS dans le pays. Et vice-versa.

Un syndicat d'entreprise qui ne descend jamais dans la rue parce qu'il estime que ça ne le regarde pas, parce qu'il vit dans le vase clos de son entreprise et pense qu'au-delà c'est l'affaire du politique, ne prend pas la mesure de l'impact du politique sur ce qui se passe dans l'entreprise et comment le pouvoir de l'employeur est assuré par les choix du pouvoir politique. Un syndicat qui se dit « apolitique » signe son allégeance à l'employeur et son ignorance de l'histoire du mouvement syndical. Il n'existe que par la volonté de l'employeur et aussi longtemps qu'il le sert.

Or tout est politique. Choisir de partager les richesses, c'est politique. Une heure travaillée est une heure payée, c'est politique. Les augmentations de salaire plutôt que des primes, c'est politique. Acheter ses légumes chez les producteurs locaux, c'est politique...

Depuis des mois les syndicats de lutte ont montré leur engagement et leur courage, dans la rue et dans l'entreprise. Nous luttons ensemble, uni·e·s contre les injustices sociales et pour conquérir de nouveaux droits, pour nous mais aussi pour nos enfants et pour la Nature, pour aujourd'hui et pour demain.

« **On ne négocie pas une régression sociale, on la combat !** »

La voix de son maître

Les réunions de CSE, comment ça marche ?

Le Comité Social et Économique (CSE) est un lieu d'échanges et de débats, en particulier sur la marche de l'entreprise. Ces débats sont parfois vifs, mais nécessaires. Un procès-verbal (PV) de réunion, sous la responsabilité du secrétaire du CSE, vient retranscrire ces débats.

Pour aider à la sincérité des PV, le CSE avait décidé, dans son Règlement intérieur (RI), de faire procéder à l'enregistrement des réunions, afin de les écouter si nécessaire, ou en cas de doute. **En théorie.**

En pratique, le cas s'est présenté, avec une réunion de CSE qui s'est tenue en juillet 2022. Solidaires Informatique (avec d'autres) avait demandé à réécouter les enregistrements. Cette demande avait été rejetée par les élus TU, appuyés par la direction. La recherche de la vérité leur faisait trop peur.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Pour éviter tout futur recours, TU et leurs alliés ont décidé de supprimer du RI la disposition visant à enregistrer les débats. **Maintenant ils ont vraiment les mains libres.** Ils peuvent écrire ce qu'ils veulent dans le PV de CSE. TU et leurs alliés pourront ainsi valider un PV qui les arrange et qui ne fait aucune ombre à la direction – **même si la réalité est différente.** Au moins jusqu'aux élections de novembre prochain, qui seront l'occasion de revenir à une situation normale – si vous accordez votre confiance aux vrais syndicats.

TU, un [faux] syndicat qui [ne] vous veut [pas] du bien ! □

Dividendes indécents, salaires indigents

2020 : Malgré le Covid-19 et la Cyberattaque, la société a réussi à verser un peu d'intéressement à ses salariés, ce qui signifie que même dans l'adversité, les salarié.es ont répondu « présent.e.s » et ont permis à Sopra Steria Group de faire des bénéfices, pour la plupart dans des conditions extrêmement difficiles, car le télétravail n'était pas, à l'époque, dans l'ADN de Sopra Steria, et il a fallu produire des journées de travail, et les enchaîner avec l'éducation des enfants dans un contexte de confinement qui a entraîné de grosses difficultés pour la plupart d'entre nous.

Solidaires Informatique ne s'étendra pas sur les fortes restrictions de circulation des personnes, qui devaient justifier de leurs déplacements (et pour une courte durée seulement).

Et pourtant, **en 2021 (pour 2020), l'exercice d'augmentations / promotions a été indigent.**



Nous remarquons également que malgré cet « annus horribilis », Monsieur Pasquier a engrangé 145 millions d'euros.

2021 (résultats donnés début 2022), la société a fait de bons bénéfices.

Pour les salarié.e-s, les suites du Covid-19 se sont soldées par des augmentations de prix, un couvre-feu qui, de facto a généré un quasi-emprisonnement du personnel, qui devait travailler jusqu'à 18h, heure à laquelle chacun était tenu de rester chez soi, ne permettant de faire les courses que le samedi, dans les heures « légales ».

Et pourtant, **en 2022 (pour 2021), l'exercice d'augmentation n'a pas été beaucoup plus généreux que les années précédentes.** Nous parlons ici, bien entendu, de véritables augmentations, pas de mise en conformité des minima Syntec, qui sont nombreux dans l'entreprise.

A contrario, pour les actionnaires, l'année 2022 a été bien plus généreuse.

En 2023 (pour l'année 2022), les salarié.e-s ont dû faire face à une augmentation des prix de l'énergie (électricité, gaz, essence) et une forte inflation sur tout le reste ; les augmentations ont certes impacté un nombre plus important de salarié.e-s, mais les moyennes d'**augmentations correspondent** quand même à **ce qui se faisait sur une année normale**, alors que les actionnaires, eux, ont vu leurs dividendes augmenter fortement (34% !).

En synthèse, les actionnaires ont depuis 2020 vu leurs dividendes augmenter de presque 100% alors que côté salarié.e-s, on est vraiment très – très – loin du compte. □

S3i : le double discours

Syndicalisme et évolution de carrière, un discours en trois temps.

1/ communication S3i de janvier 2023 :
*7. Le syndicat freine-t-il l'évolution de carrière ? **Ce serait plutôt le contraire.** En effet, [...] les décideurs que vous êtes amené à rencontrer et avec qui vous échangez, les relations que vous allez nouer [...] vous permettront de connaître bien mieux l'entreprise, de valoriser des compétences [...] qui pourront **vous servir tout au long de votre carrière.***

Nous nous en étions émus : être syndiqué chez S3i serait un accélérateur de carrière ?

2/ communication S3i de mars 2023 :
Faire du syndicalisme (défendre l'intérêt des salariés) ne doit effectivement pas être un frein à l'évolution de carrière.

Nous sommes d'accord. Malheureusement, la discrimination syndicale existe bel et bien à Sopra Steria. Envers certains syndicats.

3/ communication S3i d'avril 2023 :
*7. Etre syndiqué S3i **ne freinera pas** votre évolution de carrière. [...] Etre élu, c'est [...] rencontrer les décideurs de l'entreprise, échanger avec eux, leur remonter les dysfonctionnements, agir pour les salariés... Se syndiquer sera l'occasion de vous investir différemment dans l'entreprise, de valoriser de nouvelles compétences [...] qui pourront **vous servir tout au long de votre carrière.***

S3i tente de corriger le tir. Mais trop tard. Surtout ne pas gêner la direction (voire la soutenir aux moments-clés ?) pour garantir l'évolution de carrière de ses élus. □

SOLIDAIRES, UNITAIRES ET DÉMOCRATIQUES

Déclaration Solidaires du 4 mai

L'ordre du jour reste le retrait de la réforme des retraites. La journée du 1^{er} mai a été massive et historique. Avec 2,3 millions de manifestant·e·s, un véritable raz-de-marée populaire a déferlé. C'est la plus importante manifestation du 1^{er} mai depuis l'entre-deux-tours de 2002 et la mobilisation de masse contre l'extrême-droite.

La journée du 1^{er} mai était placée sous le signe de l'internationalisme avec la venue de syndicalistes du monde entier en soutien au mouvement social en France contre la réforme des retraites. Le refus de cette réforme inutile et injuste reste largement majoritaire et la détermination à en obtenir l'abrogation est intacte.

Solidaires partage cette détermination. L'exécutif pense pouvoir gouverner par la répression et une succession d'opérations de communication délétères ou d'annonces qui ajoutent à la colère. Les 100 jours de Macron sont pour l'instant une succession d'échecs. L'enjeu est trop sérieux pour que le spectacle de marionnettes auquel se livrent M. Macron et ses ministres ne trompe quiconque.

Après quatre mois de mobilisation, certains tentent encore de faire croire que tout cela est une gigantesque incompréhension. Au contraire, **les travailleur·se·s ont parfaitement compris** qu'il s'agissait de leur faire porter l'ensemble des efforts, tandis que le patronat était une fois de plus épargné.

Dans un contexte d'inflation galopante et de profits records des entreprises du CAC 40 confisqués au profit d'une minorité de privilégiés, la lutte des classes est plus que jamais d'actualité. C'est pourquoi **Solidaires** continue de porter ses revendications sur les salaires, le temps de travail, la pénibilité, les conditions de travail, le logement, l'écologie et pour l'égalité. Consciente de l'urgence sociale et écologique actuelle, **Solidaires** poursuivra le travail unitaire dans l'intérêt des travailleur·se·s.

Si le gouvernement veut rencontrer les organisations syndicales, **Solidaires** ira, s'il reçoit l'intersyndicale unie, à la condition de réclamer le retrait de la réforme, et de mettre sur la table les sujets d'urgence sociale.

Solidaires, forte du soutien majoritaire dans la population et de l'unité syndicale sans faille, est déterminée à poursuivre la mobilisation contre la réforme des retraites, pour un meilleur partage des richesses, une société plus juste et qui prenne en compte l'urgence écologique.

Ses organisations, réunies ce jour, vont poursuivre la mobilisation sous toutes les formes décidées collectivement (casserolades, interpellations des parlementaires, blocages, grèves..) jusqu'au **6 juin**, journée de grèves et de manifestations à l'appel de l'intersyndicale.

Elles réaffirment leur refus total de la réforme des retraites et leur détermination pleine et entière à en obtenir le retrait. □

Vos contacts à Sopra HR Software :

Julien Ciry (DS et CSE)	06.61.01.95.24	Nantes
Nadine Stéphant (DS et CSE)	06.13.06.01.52	Paris
Shakir Simrick (CSE)	07.89.50.58.51	Paris
Brigitte Gratecap (CSE)	06.81.75.05.65	Paris
Laurent Leroux (CSE)	06.86.43.93.34	Paris/Lille
Catherine Charnassé-Foucault (CSE)	01.57.00.04.10	Paris

Vos contacts à Sopra Steria I2S :

Simon Bozic (CSE)	06.66.35.72.43	Roanne
----------------------------	----------------	--------

Vos contacts à Sopra Steria Group :

Raphaëlle Collin (DS et CSE)	07.84.05.30.31	Toulouse
Alain Chazalon (CSE)	06.75.28.23.10	Lyon
Sylvie Doussaint (CSE)	06.43.41.35.83	Bordeaux
Pascale Nahmias (DS et CSE)	02.40.85.84.84	Nantes
Nathalie Couillet (CSE)	06.88.17.27.09	Aix
Dominique Vitali-Louzai (CSE)	04.72.18.48.22	Lyon
Christine Dupont (RS au CSE)	06.29.55.28.90	Pau
Arnaud Deshayes (DS)	06.62.50.92.85	Nantes
Michel Guillaume (DS)	06.95.26.71.54	Toulouse
Marie-Claude Kukla (DS)	06.17.39.12.00	Toulouse
Simon Héryn (DS)	06.89.19.37.96	Orléans
Sandrine Ceccoli (DS)	ceccoli.steria@gmail.com	Montpellier

Nous contacter :

soprasteria@solidairesinformatique.org

Nous suivre :



NEWSLETTER : diff-soprasteria-subscribe@listes.solidairesinformatique.org

À qui profite l'A69 Toulouse-Castres ?

Le projet qui vise à remplacer une nationale qui a déjà de nombreuses portions à 2x2 voies et qui reste aménageable, par une autoroute à 2x2 voies qui permettrait de gagner 20 minutes (hors embouteillages) et ferait de Castres une banlieue de Toulouse en lui permettant 40 minutes de trajet, est un **non-sens social et écologique**.

Au niveau **social** avec un prix fixé à 17€ l'aller-retour, on voit que le public ciblé n'est pas celui des travailleur·se·s au SMIC ou même au salaire moyen, sauf quand ils seront contraints pour des raisons médicales par exemple d'en passer par cette autoroute. En effet, cette autoroute va par ailleurs allonger les trajets « gratuits » et donc contraindre des citoyen·ne·s d'en passer par le trajet payant en cas d'urgence ou d'obligation. À l'inverse elle va permettre aux cadres supérieurs toulousains de bénéficier d'un air plus pur et d'un immobilier moins onéreux, ou pour ceux de Pierre Fabre (principale entreprise défenseuse du projet) de pouvoir vivre ou se rendre à Toulouse.

« **La lutte contre l'A69 n'est pas le fait d'écoterroristes affiliés à "l'ultra-gauche". Elle est l'expression de la mobilisation de citoyen·ne·s engagé·e·s, d'habitant·e·s du territoire, conscient·e·s des dégâts irréversibles que ce projet provoquerait sur la biodiversité, le climat, la perte de surfaces agricoles en contradiction avec toutes les exigences de la période et qui dénoncent les injustices sociales et territoriales qui en résulteraient... »**

L'avis du CESER* voté le 24 mai 2016, mais avec les absences des groupes CGT, Solidaires et FSU, ne préconise pas la création d'une autoroute mais un aménagement en 2X2 voies ce qui n'est pas du tout la même chose.

Pour être plus précis nous citons ici plusieurs passages de cet avis :

« *Préconisations ... Parmi les chantiers prioritaires à réaliser, notons ... l'aménagement à 2x2 voies à caractéristiques autoroutières de la liaison Toulouse-Castres et son prolongement vers St Pons et Béziers ... Les priorités territoriales qui se dégagent sont... la mise à deux fois deux voies du réseau routier pour tous les chefs-lieux de bassins d'emploi... ».*

Au niveau **écologique**, les représentant·e·s de Solidaires au CESER Occitanie et les syndicats de Solidaires en Occitanie, rappellent que tout projet d'infrastructure devrait d'ores et déjà être analysé par rapport à son potentiel de propagation de modes de vies qui augmentent les émissions de gaz à effet de serre.

Elles et ils pensent que rapprocher Castres de Toulouse, même si le prix élevé du trajet va limiter le trajet quotidien à une classe sociale élevée, va en imposer le coût aux autres classes sociales et conduira à augmenter l'étalement urbain. Un aménagement du territoire équilibré ne peut se penser en étoile autour des métropoles, car cette pensée qui a émergé dans les années 1960 a montré ses limites en termes de consommation de terres naturelles ou agricoles ainsi qu'en émissions de gaz à effet de serre. □

*CESER = conseil économique, social et environnemental régional

(Extrait de la lettre ouverte de Solidaires au CESER Occitanie concernant le projet autoroutier Toulouse-Castres, publiée le 9 mai)

Rions un peu...

Campagne Sopra Steria 3/4



PAS BESOIN D'UN SALAIRE DE MANAGER POUR OCCUPER UN POSTE À RESPONSABILITÉ.

Au sein du Groupe Sopra Steria, prendre des responsabilités ne s'accompagne pas toujours d'une progression de carrière.

#libremaispastoujoursreconnu